

Compression des dépenses de l'État

comprendre ce qui se passe dans le reste du monde et la façon dont les choses évoluent rapidement vers le protectionnisme et la dépression.

A mon avis, cette attitude unilatérale consiste à croire que le problème de l'inflation domine tout et à ne pas tenir compte de la hausse du chômage, de la nécessité de la croissance, d'une politique des taux de change qui favoriserait un pays exportateur comme le nôtre au lieu de nuire à l'économie comme c'est le cas de la politique monétaire actuelle pratiquée par la banque centrale de notre pays. Car nos exportateurs souffrent beaucoup des forts taux d'intérêt, qui maintiennent les taux de change artificiellement élevés, et de la politique restrictive actuelle des banques centrales. Ce sont des facteurs défavorables qui maintiennent notre monnaie supérieure à celle d'autres pays avec lesquels nous commerçons.

C'est une politique absolument stupide de la part d'un pays exportateur comme le nôtre où quelque 25 p. 100 de notre produit national brut doivent être écoulés sur les marchés internationaux. Je sais que c'est une situation complexe et sans doute que je simplifie trop, mais les choses que je signale doivent l'être et il semble que ce n'est pas le ministre des Finances qui veuille s'en charger. Il ne le fait certainement pas à la Chambre.

Ces choses m'inquiètent, monsieur l'Orateur, et certains affirmeront que je suis trop pessimiste, mais la situation est grave, chacun affirmant que nous vivons en communauté, que nous sommes interdépendants mais que nous ne pouvons échapper à ce qui se passe en Europe. Malgré le désir du président désigné des États-Unis de stimuler l'économie, de nombreux économistes éminents craignent que l'Allemagne et le Japon, à qui seront fermés ces très importants marchés en vertu de la formule que je suis en train de décrire, soit les marchés de l'Italie, de la France, de la Grande-Bretagne et d'une grande partie de la Communauté économique européenne, vont tenter de s'assurer une part plus substantielle du marché des États-Unis.

Malgré les bonnes intentions de M. Carter, nous voyons fort bien ce qui va se produire dans l'économie des États-Unis en raison de la nature même du processus démocratique. La situation actuelle ressemble à celle des années 30; à cette époque, des mesures protectionnistes nuisaient sérieusement au libre-échange. Il est certain que si le Japon et l'Allemagne de l'Ouest orientent de plus en plus leurs exportations vers le marché des États-Unis, les démarcheurs parlementaires et les groupes de pression vont forcer le gouvernement américain à se retrancher dans un protectionnisme plus prononcé qu'il ne voudrait. Ainsi, le protectionnisme risquerait fort de nous entraîner dans une situation analogue à la dépression. Ce n'est pas ainsi que je vois les choses, monsieur l'Orateur. Les autorités en la matière s'inquiètent de la politique suivie actuellement par divers pays du monde libre, notamment le Canada.

Permettez-moi de revenir à la situation de l'aciérie de Sydney. Comme je l'ai déjà dit, elle est déficitaire, et le gouvernement a balancé l'argent dans tous les sens pour lui venir en aide. Un nouveau consortium organisé par la Nou-

velle-Écosse permet d'entretenir certains espoirs pour le long terme. La difficulté est que, dans la conjoncture internationale dont je viens de parler, aucun des membres du consortium ne veut se risquer à engager des investissements pour 30 ans avant que l'incertitude ne soit levée. Entre-temps la vieille usine continue de se détériorer. Elle fait travailler actuellement quelque 2,300 personnes. Avec l'industrie du charbon, cette usine forme presque toute l'armature économique faisant vivre les 126,000 personnes de la circonscription de Cap-Breton.

En discutant avec des personnes de confiance que je connais depuis des années et qui m'ont enseigné presque tout ce que je sais de l'industrie sidérurgique, j'ai appris que dans 2 mois ou même dans 6 semaines le secteur de la fabrication de rails de Sydney aura exécuté sa dernière commande. Pourquoi a-t-on laissé les choses en venir là? Avec l'aide du gouvernement fédéral nous avons essayé de décrocher des commandes au Venezuela. Le gouvernement n'a pas pu faire grand-chose pour nous au Mexique, parce que c'est le Fonds monétaire international qui intervient dans ce dernier cas. La Société pour l'expansion des exportations n'a donc pu nous aider.

Ce qui me met en colère, c'est que le CN, qui devait acheter des rails pour acheminer par trains complets le charbon albertain aux aciéries ontariennes, réduit maintenant ses dépenses et nous dit qu'il n'achètera plus de rails. Monsieur l'Orateur, nous avons des commandes pour 2 mois, et ensuite plus rien. Je prie instamment le ministre des Transports (M. Lang), le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Chrétien) et le premier ministre suppléant, le député de Cape Breton Highlands-Canso de se mettre en rapport avec la direction de l'aciérie, les syndicats de sidérurgistes de Sydney et le personnel de recherche, afin de nous permettre de traverser un hiver extrêmement difficile, pendant lequel l'usine de rails risque de fermer pour 2 à 3 mois. Cela mettra peut-être 1500 au 2000 personnes sur le pavé.

On ne peut pas demeurer indifférent à ce qui arrive dans notre pays. Je me demande parfois si le gouvernement sait que cela fait boule de neige dans l'économie. Je pense à ce qui se passe au Cap-Breton et dans le comté de Pictou, en Nouvelle-Écosse. Le comté de Pictou possède une usine de locomotives, mais cette usine ne peut obtenir de commande du CN parce que cette société de la Couronne réduit, paraît-il, les dépenses qu'elle avait prévues. Il va donc y avoir un licenciement massif dans le comté de Pictou, il y aura peut-être jusqu'à 1000 personnes de touchées, sans compter que leurs chantiers navals sont déjà dans une situation grave. Par ailleurs, les carnets de commandes des chantiers navals sont peu fournis, ce qui fait que dans ces régions de la Nouvelle-Écosse on aura peut-être 12 ou 15 p. 100 de chômage. La population de l'endroit ne considère pas cela comme une plaisanterie. Nous n'avons pas l'économie albertaine, monsieur l'Orateur. Il n'y a que 2 régions qui soient un peu prospères au Canada...

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé. Il pourra poursuivre avec le consentement unanime de la Chambre. La Chambre est-elle d'accord?

Une voix: Non.